

- faire l'inventaire de la faune des rongeurs et des parasites;
- l'étude de la dynamique de population de la faune locale des rongeurs.

Le projet est exécuté en collaboration avec la RUCA-UIA d'Anvers.

Diplôme requis :

A2 chimie.

Qualification requise :

L'expert doit posséder une expérience d'au moins sept ans dans les spécialisations suivantes :

- la technique de capture;
- les techniques « caryotyping »;
- la prise d'échantillons sanguins;
- la prise d'échantillons tissulaires;
- les techniques d'électrophorèse.

Connaissances linguistiques :

Langue de travail : l'anglais.

Lieu et zone d'activité :

Morogoro en Tanzanie.

Classement selon diplôme :

4e catégorie, 1er échelon.

Niveau de la fonction :

4e catégorie, 2e échelon.

Les candidats ayant acquis un grade dans le secteur public belge ou ayant la qualité de personnel d'Afrique ou ayant déjà fait partie de la coopération technique belge, seront rangés compte tenu de cette situation.

Conditions particulières :

Pour être admissible, le candidat doit avoir suivi avec succès le cycle de formation organisé par l'Administration générale de la Coopération au Développement.

L'engagement se fera en qualité d'agent complémentaire conformément au statut du personnel de la coopération avec les pays en voie de développement, fixé par l'arrêté royal du 10 avril 1967 (*Moniteur belge* n° 96 du 23 mai 1967, pp. 5446 à 5473), tel que modifié à ce jour.

Dépôt des candidatures :

Les personnes intéressées doivent s'adresser au Service Recrutement de l'Administration générale de la Coopération au Développement en vue d'obtenir les formulaires requis pour le dépôt de leur candidature (tél. 02/519 03 27).

Pour être recevable, la candidature devra être adressée par lettre recommandée à l'Administration générale de la Coopération au Développement, Direction Recrutement et Formation, place du Champ de Mars 5, bte 57, 1050 Bruxelles, dans les quinze jours qui suivent la date de la publication du présent avis au *Moniteur belge*.

(La presse et la radio sont invitées à bien vouloir reproduire cet avis.)

MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE LA FAMILLE

15 JUILLET 1985. — Centres publics d'aide sociale. — Classification fonctionnelle et économique des recettes et des dépenses pour l'établissement du budget et des comptes

A MM. les Gouverneurs de province

Après une première application générale de la classification fonctionnelle et économique des recettes et des dépenses pour l'établissement du budget, il est apparu dans la pratique que certains articles devaient être explicités en vue d'une interprétation uniforme.

Il était également nécessaire de modifier l'arrêté ministériel du 12 juillet 1983 portant classification fonctionnelle et économique normalisée des recettes et des dépenses pour l'établissement du budget et des comptes des centres publics d'aide sociale de sorte que quelques fonctions et subdivisions de ces fonctions ainsi que des natures économiques y ont été ajoutées. Le modèle de budget a dû, en conséquence, être adapté.

- inventariseren van de knaagdierenfauna en de parasieten;
- studie van de populatiedynamiek van de lokale knaagdierenfauna.

Het project wordt uitgevoerd in samenwerking met het RUCA-UIA Antwerpen.

Vereist diploma :

A2 scheikunde.

Vereiste bekwaamheid :

De deskundige dient te beschikken over minstens zeven jaar ervaring in de volgende specialisaties :

- vangtechnieken;
- « caryotyping » technieken;
- het nemen van bloedstalen;
- het nemen van weefselstalen;
- electroforetische technieken.

Taalkennis :

Werktaal : Engels.

Tewerkstellingsplaats of -zone :

Morogoro, Tanzania.

Klassement volgens diploma :

4e categorie, 1e weddetrap.

Ambtspeil :

4e categorie, 2e weddetrap.

De kandidaten die een graad verworven hebben in de Belgische openbare sector, die behoren tot het personeel in Afrika of reeds in de Belgische technische samenwerking tewerkgesteld waren, zullen gerangschikt worden rekening houdende met deze toestand.

Bijzondere voorwaarden :

Om benoemd te kunnen worden moet de kandidaat met vrucht de door het Algemeen Bestuur van de Ontwikkelingssamenwerking ingerichte opleidingscyclus gevolgd hebben.

De aanwerving geschiedt als lid van het aanvullend personeel overeenkomstig het koninklijk besluit van 10 april 1967, houdende het statuut van het personeel van de samenwerking met de ontwikkelingslanden (*Belgisch Staatsblad* nr. 96 van 23 mei 1967, van biz. 5446 tot 5473), zoals het tot op heden gewijzigd werd.

Indienen der kandidaturen :

Belanghebbenden kunnen zich wenden tot de Dienst Werving van het Algemeen Bestuur van de Ontwikkelingssamenwerking ten einde de nodige formulieren, vereist om hun kandidatuur in te dienen, te bekomen (tel. 02/519 03 27).

Om in aanmerking te komen moet de kandidaatstelling binnen de vijftien dagen volgend op de datum waarop deze oproep in het *Belgisch Staatsblad* verschijnt, per aangetekend schrijven aan volgend adres verzonden worden : Algemeen Bestuur van de Ontwikkelingssamenwerking, Dienst « Werving en Opleiding », Marsveldplein 5, bus 57, 1050 Brussel.

(Pers en radio worden verzocht dit bericht over te nemen.)

MINISTERIE VAN VOLKSGEZONDHEID EN VAN HET GEZIN

15 JULI 1985. — Openbare centra maatschappelijke welzijn. — De functioneel-economische classificering van de ontvangsten en de uitgaven in de begrotingen en de rekeningen

Aan de heren Provinciegouverneurs

Na een eerste algemene toepassing van de functioneel-economische classificering van de ontvangsten en de uitgaven in de begroting, heeft de praktijk uitgewezen dat bepaalde artikelen moeten worden verduidelijkt opdat ze door iedereen op dezelfde manier zouden worden geïnterpreteerd.

Tevens was het noodzakelijk het ministerieel besluit van 12 juli 1983 houdende de genormaliseerde functioneel-economische classificering van de ontvangsten en de uitgaven in de begroting en de rekeningen van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, te wijzigen, derwijze dat enkele functies of onderverdelingen ervan alsmede economische naturen werden toegevoegd. Dit had voor gevolg dat ook in de modelbegroting enige aanpassingen noodzakelijk waren.

La présente circulaire a, dès lors, pour but d'explicitier si nécessaire les modifications précitées.

1. Une première précision porte sur les articles 832/161/03, 832/162/03, 832/334/21, 832/435/02/ et 832/465/03 dans le cadre de la loi du 2 avril 1965 relative à la prise en charge des secours accordés par les commissions d'assistance publique. Il ne s'agit certes pas d'examiner ici cette loi complexe, mais bien d'établir correctement les articles budgétaires qui font référence à cette loi.

832/161/03 : remboursement des prestations supportées par le centre du domicile de secours pour compte des tiers (loi du 2 avril 1965). Cet article est utilisé lorsque le centre du domicile de secours a payé des prestations au centre secourant (832/435/02) et lorsqu'il a décidé de récupérer ces frais en tout ou en partie auprès de l'intéressé.

832/162/03 : remboursement du centre du domicile de secours. Un centre secourant a octroyé une aide (p. ex. dans un cas d'urgence) et cette aide a été remboursée par le centre du domicile de secours. La recette obtenue par le centre secourant est imputée à ce code.

832/334/21 : intervention du C.P.A.S. en tant que centre secourant. Il s'agit de l'aide octroyée dans les cas d'extrême urgence, aux personnes qui se trouvent sur le territoire de la commune (= s'y trouver habituellement, donc pas par hasard ou intentionnellement) et pour laquelle les frais qui en découlent peuvent être récupérés auprès du centre du domicile de secours ou auprès de l'Etat. Les recouvrements personnels sont imputés sous le code négatif — 334/21.

832/435/02 : paiement au centre secourant pour l'aide octroyée. Le centre compétent pour accorder les secours nécessaires à une personne accueillie dans une des institutions énumérées par la loi, est celui de la commune dans le registre de population ou des étrangers de laquelle l'intéressé est inscrit à titre de résidence principale au moment de son admission (article 2, § 1, de la loi du 2 avril 1965).

Les §§ 2 et 3 de cet article déterminent le centre secourant de l'enfant nouveau-né et le centre public compétent pour accorder l'aide en cas de transfert des personnes secourues.

Le paiement du centre compétent pour accorder des secours au centre de la commune sur le territoire de laquelle se trouve l'intéressé est inscrit sous cet article; il s'agit en d'autres termes de paiement en tant que centre du domicile de secours.

832/465/03 : intervention de l'Etat. Cet article ne demande pas d'autres commentaires. Il suffit de faire référence au commentaire portant sur la sous-nature 465.

2. Un autre problème porte sur l'intervention de certains centres publics d'aide sociale dans les pertes d'exploitation de certaines associations.

Nature 22 : interventions dans les pertes d'exploitation d'entreprises publiques.

Sous-nature 222 : interventions dans les pertes d'exploitation d'associations intercommunales.

Un centre public d'aide sociale peut, dans le but d'accomplir une de ses missions, constituer une association soit avec d'autres centres publics d'aide sociale, soit avec d'autres pouvoirs publics, soit avec des personnes juridiques autres que celles qui poursuivent un but lucratif (articles 118 et suivants de la loi organique du 8 juillet 1976).

Le législateur a prévu que de telles associations doivent toujours avoir la forme d'association de droit public. L'adhésion d'un centre public à une A.S.B.L. ou à une autre association de droit privé est donc, en principe, interdite.

La sous-nature 222 enregistre le paiement de l'intervention du C.P.A.S. dans les pertes des associations de droit public auxquelles il participe.

C'est la sous-fonction 832 qui est en principe utilisée en même temps que la sous-nature 222. Le numéro d'ordre de l'article budgétaire varie en fonction de l'objet de l'association.

Exemples :

832/222/11 : participation aux pertes d'une association dont la mission consiste à gérer une maison pour personnes âgées.

832/222/18 : participation aux pertes d'une association chargée de gérer un service d'aide familiale et sénior.

832/222/28 : participation aux pertes d'une association chargée de gérer un centre de santé mentale.

En fait, la sous-nature 222 enregistre le résultat négatif de la gestion d'une association. La sous-nature 272 enregistre la part du C.P.A.S. dans les bénéfices éventuels d'une association dont le C.P.A.S. est membre.

Onderhavige omzendbrief beoogt dan ook dit alles nader toe te lichten voor zover noodzakelijk.

1. Een eerste toelichting betreft de artikelen 832/161/03, 832/162/03, 832/334/21, 832/435/02/ en 832/465/03 in verband met de wet van 2 april 1965 betreffende het ten laste nemen van de steun verleend door de commissies van openbare onderstand. Het is zeker niet de bedoeling deze complexe wet hier te bespreken, doch alleen maar de begrotingsartikelen die naar deze wet verwijzen in hun juist daglicht te plaatsen.

832/161/03 : terugbetaling van prestaties voor derden aan het centrum van het onderstandsdomicilie (wet van 2 april 1965). Dit artikel wordt gebruikt wanneer het centrum van het onderstandsdomicilie prestaties betaald heeft aan het steunverlenend centrum (832/435/02) en het beslist heeft deze kosten geheel of gedeeltelijk terug te vorderen van de betrokkene.

832/162/03 : terugbetaling van het centrum van het onderstandsdomicilie. Er werd door een steunverlenend centrum steun verleend (bv. in een dringend geval) en deze werd door het centrum van het onderstandsdomicilie terugbetaald. De ontvangst door het steunverlenend centrum wordt met deze code aangerekend.

832/334/21 : tussenkomst van het O.C.M.W. als steunverlenend centrum. Het betreft de steun verleend in spoedeisende gevallen, aan hen die zich op het grondgebied van de gemeente bevinden (= gewoonlijk aanwezig zijn, dus niet toevallig of intentioneel) en waarvoor de kosten kunnen teruggevorderd worden van het centrum van het onderstandsdomicilie of van de Staat. De persoonlijke terugvorderingen worden geboekt met de negatieve code — 334/21.

832/435/02 : betaling aan het steunverlenend centrum voor de verleende hulp. Het centrum dat bevoegd is om steun te verlenen aan een persoon die wordt opgenomen in een van de instellingen opgesomd door de wet, is dit waar de betrokkene op het ogenblik van zijn opname voor zijn hoofdverblijf is ingeschreven in het bevolkings- of het vreemdelingenregister (artikel 2, § 1, van de wet van 2 april 1965).

In de §§ 2 en 3 van dat artikel wordt bepaald welk het steunverlenend centrum is van het pasgeboren kind en welk openbaar centrum bevoegd is bij het overbrengen van ondersteunde personen, steun te verlenen.

De betaling van het centrum dat tot steunverlening bevoegd is aan het centrum van de gemeente op wier grondgebied de betrokkene zich bevindt, wordt op dit artikel ingeschreven, met andere woorden de betaling als centrum van het onderstandsdomicilie.

832/465/03 : tegemoetkoming van de Staat. Dit artikel vergt geen nadere commentaar. Het volstaat te verwijzen naar hetgeen werd gezegd onder de sub-natuur 465.

2. Een ander probleem betreft het betalen door sommige openbare centra voor maatschappelijk welzijn van bijdragen in de exploitatieverliezen van bepaalde verenigingen.

Natuur 22 : bijdragen in de exploitatieverliezen van openbare bedrijven.

Sub-natuur 222 : bijdragen in het exploitatieverlies van intercommunale verenigingen.

Een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn kan, om een van zijn opdrachten uit te voeren, een vereniging tot stand brengen met een of meer andere openbare centra voor maatschappelijk welzijn, met andere openbare besturen en/of met rechtspersonen andere dan die welke winsttoegmerken hebben (artikelen 118 en volgende van de organieke wet van 8 juli 1976).

Hierbij had de wetgever voor ogen dat dergelijke verenigingen steeds onder de vorm van een vereniging van publiek recht dienen te gebeuren. De toetreding van een openbaar centrum tot een V.Z.W. of tot een andere vereniging van privaat recht blijft derhalve in principe verboden.

Op de sub-natuur 222 komen dus de bijdragen van het O.C.M.W. in het exploitatieverlies van bedoelde verenigingen van publiek recht.

Deze sub-natuur zal principieel worden ingeschreven op de sub-functie 832 en het volgnummer van het begrotingsartikel zal verschillen naargelang de doelstelling van de vereniging.

Voorbeelden :

832/222/11 : bijdrage in de exploitatieverliezen van een vereniging voor rustoorden voor bejaarden.

832/222/18 : bijdrage in de exploitatieverliezen van een vereniging voor gezins- en bejaardenhulp.

832/222/28 : bijdrage in de exploitatieverliezen van een vereniging voor centra voor geestelijke gezondheidszorg.

In feite komt op de sub-natuur 222 het negatief resultaat van het beheer van een vereniging. Op de sub-natuur 272 daarentegen komt het O.C.M.W.-aandeel van gebeurlijk uitgekeerde exploitatiewinsten door de vereniging waarvan het O.C.M.W. deel uitmaakt.

La participation en capital du C.P.A.S. dans l'association est imputée à la sous-nature 812. En cas de dissolution de l'association, la sous-nature 862 sera utilisée.

Il ne faut pas confondre la participation du C.P.A.S. dans une association de droit public avec les conventions que ce même C.P.A.S. peut conclure en vertu de l'article 61 de la loi organique du 8 juillet 1976 avec d'autres associations. Les dépenses découlant de telles conventions son imputables à la sous-nature 334.

3. L'utilisation des natures 211, 212, 213, 911, 912 et 913 nécessite encore quelques commentaires.

Pour bien saisir la manière d'utiliser les natures économiques précitées, il importe de bien connaître le mécanisme de l'octroi des emprunts en faveur des centres publics d'aide sociale par le Crédit communal.

Cet organisme octroie trois catégories de prêts pour les investissements des centres publics d'aide sociale, à savoir :

1^o Prêts directs consentis pour autant que les revenus annuels du portefeuille-titres des C.P.A.S. soient suffisants pour garantir les charges annuelles de l'emprunt. Le portefeuille-titres doit évidemment être déposé au Crédit communal.

Dans cette hypothèse, la recette extraordinaire initiale s'inscrit sous le code F/961/51. Les charges annuelles sont imputées sous les codes F/211/01 et F/911/01 selon qu'il s'agit des intérêts ou des amortissements.

2^o Prêts aux communes en faveur des Centres publics d'aide sociale. C'est le cas le plus fréquent. Dès lors que les C.P.A.S. n'ont pas de portefeuille-titres suffisant déposé au Crédit communal, cet organisme octroie un prêt à la commune qui en garantit la bonne fin et qui repprète à son tour au C.P.A.S.

La comptabilisation de la recette extraordinaire au C.P.A.S. s'effectue sous le code F/893/51. Les charges annuelles payées à la commune, généralement par diminution des tranches de subvention versées, s'inscrivent sous les codes F/213 pour les intérêts et F/913 pour les amortissements.

3^o Prêts « part-Etat » qui représentent l'intervention de l'Etat dans les investissements et qui sont octroyés directement aux C.P.A.S., maîtres d'ouvrage.

La recette extraordinaire est portée sous le code F/962/51. Les charges annuelles figurent sous les codes F/212 (intérêts) et F/912 (amortissements).

4. Il a déjà été souligné dans la circulaire du 13 février 1984, lors de l'examen des sous-fonctions 834 et 835, que les interventions éventuelles en faveur de bénéficiaires qui ne disposent pas de ressources suffisantes, doivent être inscrites à la sous-fonction 832. Il semble souhaitable de revenir sur ce point.

Les services organisés par le C.P.A.S. en matière d'hébergement de personnes âgées ou d'enfants, d'admission dans des crèches, d'intervention d'aides familiales ou seniors, ou la distribution de repas à domicile font l'objet de la fixation par le conseil de l'aide sociale d'un prix de journée d'entretien, d'heure de prestation ou de coût des repas. Il arrive fréquemment que ce prix n'est pas réclamé intégralement aux bénéficiaires dont les moyens financiers sont considérés comme insuffisants. En agissant de la sorte, le C.P.A.S. octroie en fait à ces personnes une aide sociale en nature, équivalente à la différence, par exemple, entre le prix de la journée d'entretien en maison de repos déterminé par le conseil de l'aide sociale et le montant effectivement payé par le bénéficiaire.

Afin de ne pas influencer artificiellement les résultats de gestion des services organisés par le C.P.A.S. il s'indique, de façon impérative, d'imputer en dépenses à la fonction de l'aide sociale le montant de l'aide en nature octroyée par le C.P.A.S. et définie à l'alinéa 2 ci-dessus.

Ce même montant sera inscrit en recettes à la fonction concernée par le service qui a assuré l'hébergement (par exemple : les interventions en faveur du bénéficiaire sont imputées au code budgétaire 832/334/10 et les recettes correspondantes sont imputées au code budgétaire 8341/162/01). De cette manière, le déficit éventuel d'exploitation de ladite maison de repos, ne sera pas majoré du montant de l'aide en nature accordée par le C.P.A.S. aux bénéficiaires incapables de payer le prix estimé par le conseil de l'aide sociale.

5. Maisons de repos et de soins.

Il a été opté pour la limitation et la diminution du nombre de lits d'hôpitaux afin de rétablir l'équilibre financier dans le secteur de la santé. L'arrêté royal n° 59 modifie l'article 5 de la loi du 27 juin 1978

De inbreng in de vereniging als deelgenoot zal ingeschreven worden met de sub-natuur 812, terwijl in geval van ontbinding de sub-natuur 862 zal gebruikt worden.

Naast deelname aan de bedoelde verenigingen van publiek recht kan het O.C.M.W. ook, met toepassing van artikel 61 van de organieke wet van 8 juli 1976, overeenkomsten sluiten met andere verenigingen. De uitgaven in verband met dergelijke overeenkomsten zullen aangerekend worden met de sub-natuur 334.

3. Ook het gebruik van de naturen 211, 212, 213, 911, 912 en 913 behoeft nog enige commentaar.

Om de manier waarop bovenvermelde economische naturen moeten gebruikt worden goed te vatten, is het van belang het mechanisme te kennen volgens hetwelk de leningen ten gunste van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn door het Gemeentekrediet worden toegekend.

Deze instelling kent drie soorten leningen toe voor de investeringen van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, te weten :

1^o Directe leningen voor zover de jaarlijkse inkomsten van de aandelenportefeuille van de O.C.M.W. voldoende zijn om de jaarlijkse aflossingslast van de lening af te dragen. De aandelenportefeuille moet natuurlijk neergelegd zijn bij het Gemeentekrediet.

In die veronderstelling wordt de initiële buitengewone ontvangst ingeschreven onder de code F/961/51. De jaarlijkse lasten worden ingeschreven onder de codes F/211/01 en F/911/01 naargelang het om intresten of aflossingen van kapitaal gaat.

2^o Leningen aan de gemeente ten gunste van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn. Dit geval doet zich het meeste voor. Als het O.C.M.W. niet beschikt over een voldoende grote aandelenportefeuille bij het Gemeentekrediet, verleent deze laatste instelling een lening aan de gemeente die de goede afloop ervan waarborgt en op haar beurt doorleent aan het O.C.M.W.

De boekhoudkundige notatie van die buitengewone ontvangst bij het O.C.M.W. wordt ingeschreven onder de code F/893/51. De jaarlijkse lasten betaald aan de gemeente, over het algemeen door het verminderen van de schijven van gestorte toelagen, worden opgetekend onder de codes F/213 voor de interesten en F/913 voor de aflossingen van kapitaal.

3^o Leningen « Staatsaandeel » die de tegemoetkomingen van de Staat in de investeringen uitmaken en die rechtstreeks aan de O.C.M.W. als opdrachtgevers van de werken worden toegekend.

De buitengewone ontvangst wordt opgetekend onder de code F/962/51. De jaarlijkse lasten worden ingeschreven onder de codes F/212 (intresten) en F/912 (aflossingen van kapitaal).

4. In de omzendbrief van 13 februari 1984 werd bij de bespreking van de sub-functies 834 en 835 reeds op gewezen dat eventuele tussenkomsten ten voordele van begunstigden die niet over de nodige financiële middelen beschikken, moeten worden ingeschreven op de sub-functie 832. Het lijkt gewenst hierop nog even terug te komen.

Voor de diensten die het O.C.M.W. inricht inzake het plaatsen van bejaarden of kinderen, de opvang in kinderkribben, het verlenen van gezins- of bejaardenhulp of de bedeling van maaltijden aan huis, wordt door de raad voor maatschappelijk welzijn de kostprijs vastgesteld van een onderhoudsdag, een arbeidsuur of een maaltijd. Het komt veel voor dat die prijs niet volledig gevraagd wordt aan de begunstigde, gezien deze niet over de nodige financiële middelen beschikt. Aldus geeft het O.C.M.W. aan die personen in feite een sociale hulpverlening in natura die gelijk is aan het verschil tussen bijvoorbeeld de onderhoudsdagprijs in een rustoord vastgesteld door de raad voor maatschappelijk welzijn en het werkelijk door de begunstigde betaalde bedrag.

Ten einde de resultaten van de door het O.C.M.W. opgerichte diensten niet kunstmatig te beïnvloeden, is het absoluut nodig het bedrag van de door het O.C.M.W. in natura verstrekte hulp, bepaald in het tweede lid hierboven, in te schrijven als uitgaven op de functie sociale hulpverlening.

Ditzelfde bedrag wordt als ontvangst opgetekend op de functie die overeenkomt met de dienst die de opname heeft uitgevoerd (bijvoorbeeld : de tussenkomsten ten voordele van de begunstigde komen op het begrotingsartikel 832/334/10 en de overeenstemmende ontvangsten komen op de begrotingscode 8341/162/01). Op die wijze zal het eventuele exploitatiedeficit van het betrokken rustoord niet worden vermeerderd met het bedrag van de hulp in natura die door het O.C.M.W. werd verstrekt aan de begunstigden die in de onmogelijkheid verkeerden de door de raad voor maatschappelijk welzijn geraamde prijs te betalen.

5. De rust- en verzorgingstehuizen.

Met het oog op het herstel van het financieel evenwicht in de gezondheidssector, werd gekozen voor de beheersing en vermindering van het aantal ziekenhuisbedden. Het koninklijk besluit nr. 59

modifiant la législation sur les hôpitaux et relative à certaines autres formes de dispensation de soins créant ainsi les structures alternatives nécessaires permettant de raccourcir ou d'éviter le séjour en hôpital.

L'article 1er, § 1er, de l'arrêté royal n° 59 prérappelé dispose notamment qu'une agrégation spéciale peut être accordée aux maisons de repos agréées pour personnes âgées, pour la dispensation d'un ensemble de soins permettant de raccourcir le séjour en hôpital ou de l'éviter.

Sont assimilés aux maisons de repos agréées pour personnes âgées, les hôpitaux et parties d'hôpitaux formant une unité architecturale distincte, qui sont convertis en services résidentiels pour l'hébergement de personnes nécessitant la dispensation de soins, comme prévu ci-avant.

Par « l'agrégation spéciale » prérappelée on entend « l'agrégation spéciale pour maisons de repos et de soins » pour l'application de l'arrêté royal du 2 décembre 1982 fixant les normes pour l'agrégation spéciale de maisons de repos et de soins (article 1er).

Le point B, 1, g, de l'annexe de l'arrêté royal du 2 décembre 1982 dispose en outre que les locaux des établissements visés à l'article 2, b, de l'arrêté et destinés à la maison de repos et de soins doivent constituer une entité complètement séparée de tout autre service hospitalier et facilement accessible; les locaux techniques et les voies de circulation internes peuvent toutefois être communs à un service hospitalier agréé. Il n'existe donc aucun problème pour les hôpitaux ou les parties d'hôpitaux qui ont été convertis en maison de repos et de soins et qui constituent une unité architecturale distincte : ils sont assimilés à des maisons de repos agréées pour personnes âgées. De même sur le plan budgétaire, aucune difficulté ne se pose : ces services sont intégralement repris dans le budget du C.P.A.S. et, apparaissent, comme c'est le cas pour les maisons de repos pour personnes âgées, sous le code fonctionnel 8341 ou sous une autre subdivision de ce code.

Dans la pratique, nous constatons toutefois que de nombreux centres publics d'aide sociale possèdent des lits de soins pour lesquels une agrégation spéciale a été accordée, mais qui ne forment pas une unité architecturale distincte et qui continuent dès lors en fait à faire partie de l'hôpital sans pour autant entrer en ligne de compte pour le calcul du prix de journée d'hospitalisation.

Etant donné qu'il s'agit en fait de lits d'hôpitaux désaffectés pour lesquels une agrégation spéciale a été accordée et qu'il n'est pas possible, pour des raisons techniques de gestion de séparer, durant l'exercice, les prestations liées à ces lits de celles des autres lits d'hôpitaux, les recettes et les dépenses propres aux lits d'hôpitaux désaffectés ne doivent être transférées qu'en fin d'exercice vers le centre public afin d'être reprises définitivement dans la comptabilité fonctionnelle et économique. Dans le courant de l'exercice, il est toutefois possible qu'en accord avec la direction de l'hôpital, celui-ci communique régulièrement les dépenses et recettes effectuées en vue de leur incorporation dans la comptabilité du C.P.A.S. Les recettes et les dépenses respectives découlant de ces lits apparaissent dans le budget du C.P.A.S. également sous le code fonctionnel 8341 ou sous une subdivision de ce code. Les recettes et les dépenses visées, et donc pas uniquement leur résultat financier (déficit en général), doivent également être ventilées. Les dépenses de fonctionnement pourront éventuellement être transcrites de la manière prévue au budget fonctionnel et économique sous les natures économiques 1202/00 à 1209/00.

6. L'intervention de la commune pour le service extraordinaire (000/885/51).

Lorsque le C.P.A.S. prévoit à son budget des dépenses extraordinaires, celles-ci doivent en principe être contrebalancées par un emprunt d'un montant équivalent contracté par la commune pour compte du C.P.A.S. ou par celui-ci directement si son portefeuille-titres auprès du Crédit communal le permet.

Il arrive fréquemment, lors de l'exécution de travaux extraordinaires, que l'emprunt perçu ne suffit pas à apurer les dépenses réellement effectuées par suite notamment du coût des frais d'étude et de surveillance ou des clauses de révision du prix des travaux. Le compte extraordinaire du C.P.A.S. se clôture donc en déficit, lequel doit être comblé.

Deux possibilités sont offertes à cet effet :

1° L'inscription au budget du C.P.A.S. d'une subvention communale extraordinaire d'un montant équivalent au passif du compte extraordinaire du C.P.A.S. de l'exercice pénultième. Cette recette s'inscrit sous le code 000/885/51.

wijzig artikel 5 van de wet van 27 juni 1978 tot wijziging van de wetgeving op de ziekenhuizen en betreffende sommige andere vormen van verzorging, waardoor de nodige alternatieve voorzieningen werden gecreëerd waardoor het verblijf in een ziekenhuis kan worden ingekort of voorkomen.

In artikel 1, § 1, van voormeld koninklijk besluit nr. 59, wordt onder meer bepaald dat aan erkende rustoorden voor bejaarden een bijzondere erkenning kan worden toegekend voor het verlenen van een geheel van zorgen dat toelaat het verblijf in een ziekenhuis in te korten of te voorkomen.

Met erkende rustoorden voor bejaarden worden gelijkgesteld ziekenhuizen en gedeelten van ziekenhuizen die een afgesloten architectonisch geheel vormen, die omgeschakeld zijn tot verblijfsdiensten voor opnemering van personen die behoefte hebben aan de zorgenverlening als hiervoor bedoeld.

Met « bijzondere erkenning » waarvan hierboven sprake wordt « bijzondere erkenning als rust- en verzorgingstehuis » bedoeld voor de toepassing van het koninklijk besluit van 2 december 1982 houdende vaststelling van de normen voor de bijzondere erkenning van rust- en verzorgingstehuizen (artikel 1).

Onder punt B, 1, g, van de bijlage aan het koninklijk besluit van 2 december 1982 wordt verder gesteld dat de voor het rust- en verzorgingstehuis bestemde lokalen van de inrichtingen als bedoeld in artikel 2, b, van het besluit, een geheel moeten vormen dat volledig van elke andere ziekenhuisdienst is afgescheiden en gemakkelijk toegankelijk is; de technische lokalen en interne verkeersvoorzieningen mogen evenwel gemeenschappelijk met een erkende ziekenhuisdienst worden opgericht. Voor de ziekenhuizen en gedeelten van ziekenhuizen die omgeschakeld werden tot rust- en verzorgingstehuis en tevens een afgesloten architectonisch geheel vormen, bestaat er dus niet het minste probleem : zij worden met erkende rustoorden voor bejaarden gelijkgesteld. Ook op budgettair vlak doet zich hier geen enkele moeilijkheid voor : deze diensten worden integraal in de O.C.M.W.-begroting opgenomen en, net als de rustoorden voor bejaarden, aangeduid met de functionele code 8341 of een verdere onderverdeling ervan.

In de praktijk stellen we echter vast dat tal van openbare centra voor maatschappelijk welzijn over verzorgingsbedden beschikken waarvoor een bijzondere erkenning werd verleend, maar die geen afgesloten architectonisch geheel vormen en derhalve in feite een onderdeel blijven uitmaken van het ziekenhuis zonder evenwel voor de verpleegdagprijs in aanmerking te komen.

Gezien het de facto om gedesaffeteerde ziekenhuisbedden gaat, waarvoor de bijzondere erkenning werd verleend, doch het om beheer-technische redenen niet mogelijk is tijdens het dienstjaar de prestaties voor deze bedden gescheiden te houden van deze voor de overige ziekenhuisbedden, dienen de ontvangsten en uitgaven van de gedesaffeteerde ziekenhuisbedden slechts op het einde van het dienstjaar naar het openbaar centrum te worden overgeschreven om definitief te worden opgenomen in de functioneel-economische comptabiliteit. De gerealiseerde uitgaven en ontvangsten kunnen evenwel, in overleg met de ziekenhuisdirectie, reeds in de loop van het dienstjaar worden overgemaakt met het oog op de opnemering in de O.C.M.W.-comptabiliteit. In de O.C.M.W.-begroting worden de respectieve ontvangsten en uitgaven van deze bedden ook aangeduid met de functionele code 8341, of een verdere onderverdeling ervan. Bedoelde ontvangsten en uitgaven moeten eveneens geventileerd worden opgenomen en dus niet alleen maar het financieel resultaat (gewoonlijk een deficit) ervan. Het spreekt echter voor zich dat de werkingskosten eventueel mogen ingeschreven worden onder de naturen 1202/00 tot 1209/00 zoals voorzien in de functioneel-economische begroting.

6. De tussenkomst van de gemeente voor de buitengewone dienst (000/885/51).

Wanneer het O.C.M.W. op zijn begroting buitengewone uitgaven voorziet, worden deze in principe gedekt door een lening van hetzelfde bedrag aangegaan door de gemeente voor rekening van het O.C.M.W., of rechtstreeks door het O.C.M.W. zelf indien zijn aandelenportefeuille bij het Gemeentekrediet dit mogelijk maakt.

Het komt vaak voor dat bij de uitvoering van buitengewone werken de opgenomen lening niet volstaat om de werkelijke uitgaven, die voortspruiten uit onder meer de kosten voor studie en toezicht of uit de herzieningsclausules van de prijs der werken, aan te zuiveren. De buitengewone rekening van het O.C.M.W. sluit dan ook af met een deficit dat moet aangezuiverd worden.

Daarvoor bestaan twee mogelijkheden :

1° Het inschrijven op de begroting van het O.C.M.W. van een buitengewone gemeentelijke toelage van hetzelfde bedrag op het passief van de buitengewone rekening van het O.C.M.W. van het voorlaatste dienstjaar. Die ontvangst wordt opgetekend onder de code 000/885/51.

2° L'inscription au budget du C.P.A.S. d'un prélèvement du service extraordinaire, à concurrence d'un montant égal au déficit extraordinaire du compte pénultième du C.P.A.S. Dans cette hypothèse, la subvention communale ordinaire normale destinée à combler le déficit ordinaire du budget du C.P.A.S. est en fait augmentée d'un montant égal à celui du déficit extraordinaire du C.P.A.S.

7. A la suite de l'article 98 de la loi organique du 8 juillet 1976, modifié par l'arrêté royal n° 244 du 31 décembre 1983, les centres publics d'aide sociale sont tenus, plus qu'auparavant, de réunir toutes sortes d'informations et de demander des attestations, notamment des certificats de revenus auprès de l'Administration des impôts directs. Les frais découlant de cette démarche doivent être considérés comme des frais de bureau ordinaires et sont donc imputés à l'article budgétaire 832/123/02.

Les frais relatifs, en application de l'article 101 de la loi organique, à l'inscription et la radiation ou la réduction de l'hypothèque légale, doivent être considérés comme des frais de procédure et de poursuite et sont dès lors imputés à l'article 832/123/07.

8. Les codes de la facturation interne.

Le commentaire relatif aux codes de la facturation interne donné sous le titre V, 11, 4, de ma circulaire du 13 février 1984 est remplacé par le texte suivant :

« Comme codes économiques de la facturation interne il n'existe que deux natures : 030 et 080, étant respectivement des codes de dépenses et de recettes.

En ce qui concerne l'imputation concrète, les possibilités suivantes peuvent se produire :

— Les dépenses et les recettes effectuées sont imputées, à concurrence du montant concerné, sous les codes suivants : F/030/01 et F/080/01.

— Les dépenses et les recettes effectuées sont imputées après regroupement :

Service ordinaire :

F/0300/01 pour les frais de personnel F/0800/01.
 F/0301/01 pour les frais de fonctionnement F/0801/01.
 F/0302/01 pour les frais de transferts F/0802/01.
 F/0303/01 pour la dette F/0803/01.

Service extraordinaire :

F/0300/51 pour les transferts F/0800/51.
 F/0301/51 pour les investissements F/0801/51.
 F/0302/51 pour la dette F/0802/51.

Si nécessaire, ces articles peuvent encore être subdivisés de la manière suivante :

F/03001/01 personnel administratif F/08001/01.
 F/03002/01 personnel d'entretien F/08002/01. »

A cet égard, je tiens à rappeler que la facturation interne est un procédé comptable consistant en un simple jeu d'écritures sans mouvements de fonds. Toutefois, cela ne signifie pas que les crédits budgétaires appropriés ne doivent pas être prévus et/ou ne peuvent être adaptés par voie de modification budgétaire. D'ailleurs, pour les dépenses imputées moyennant la facturation interne, il y a lieu d'établir des mandats de paiement tout comme pour les autres dépenses.

9. Formation professionnelle du personnel (104/123/09).

La participation du personnel à des conférences, séminaires ou congrès en vue de donner aux intéressés une meilleure formation professionnelle, entraîne souvent des frais relativement élevés. Ils sont à imputer au code susmentionné. Les frais découlant de la participation à des congrès ou à des séances académiques n'ayant pas de caractère pédagogique sont à imputer au code 105/123/01 (par exemple : assemblée générale annuelle de la S.M.A.P. ou de l'Union des Villes et Communes belges).

10. Précompte mobilier sur placements (124/129/02).

Il s'agit du précompte mobilier sur des placements de plus d'un an (par exemple : le précompte mobilier sur les intérêts de bons de caisse à trois ans ou plus ou de fonds d'Etat).

11. Intervention spécifique du Ministère de l'Intérieur dans les traitements (104/465/04).

Les fédérations périphériques, telles qu'elles ont été constituées par la loi du 26 juillet 1971 portant organisation des agglomérations et des fédérations de communes, ont été supprimées à partir du 1^{er} janvier 1977 par la loi du 30 décembre 1975 et ce dans le cadre de l'opération de fusion généralisée. Les fonctionnaires et les agents

2° Het inschrijven op de begroting van het O.C.M.W. van een overboeking van de gewone naar de buitengewone dienst van een bedrag dat gelijk is aan het buitengewone deficit van de voorlaatste rekening van het O.C.M.W. In die veronderstelling wordt de normale gewone gemeentelijke toelagen die moet dienen om het gewone begrotingsdeficit van het O.C.M.W. aan te vullen in feite vermeerderd met een bedrag gelijk aan dit van het buitengewone deficit van het O.C.M.W.

7. Ingevolge het door het koninklijk besluit nr. 244 van 31 december 1983 gewijzigde artikel 98 van de organieke wet van 8 juli 1976, zijn de openbare centra voor maatschappelijk welzijn gehouden, meer dan voorheen, allerhande inlichtingen in te winnen en atesten te vragen, onder meer inkomstengetuigschriften bij de Administratie der directe belastingen. De kosten die in dit verband gemaakt worden zijn te beschouwen als gewone kantoorkosten en worden dus aangerekend op het begrotingsartikel 832/123/02.

De kosten gemaakt evenwel, bij toepassing van artikel 101 van de organieke wet, betreffende de inschrijving en de doorhaling of vermindering van de wettelijke hypotheek, zijn te beschouwen als procedure- en vervolgingskosten en komen derhalve op het artikel 832/123/07.

8. De codes van de interne facturering.

De uiteenzetting omtrent de codes van de interne facturering als vermeld onder titel V, 11, 4, van mijn omzendbrief van 13 februari 1984, wordt vervangen door volgende tekst :

« Als economische codes van de interne facturering bestaan er slechts twee natures : 030 en 080, zijnde respectievelijk de uitgaven- en de ontvangstcode.

Wat nu de concrete aanrekening betreft, kunnen zich volgende mogelijkheden voordoen :

— Ofwel worden de gedane uitgaven en ontvangsten ten belope van het betrokken bedrag ingeschreven met volgende codes : F/030/01 en F/080/01.

— Ofwel worden de gedane uitgave en ontvangsten ingeschreven na hergroepering :

Gewone dienst :

F/0300/01 voor de personeelskosten F/0800/01.
 F/0301/01 voor de werkingskosten F/0801/01.
 F/0302/01 voor de overdrachten F/0802/01.
 F/0303/01 voor de schuld F/0803/01.

Buitengewone dienst :

F/0300/51 voor de overdrachten F/0800/51.
 F/0301/51 voor de investeringen F/0801/51.
 F/0302/51 voor de schuld F/0802/51.

Indien gewenst kunnen deze artikels dan nog verder worden uitgesplitst en wel als volgt :

F/03001/01 administratief personeel F/08001/01.
 F/03002/01 onderhoudspersoneel F/08002/01. »

In dit verband wil ik er ook aan herinneren dat de interne facturering een boekhoudkundige verrichting is, die bestaat uit een louter formele bewerking, zonder beweging van fondsen. Dit betekent evenwel niet dat de nodige begrotingskredieten niet moeten voorzien zijn en/of bij begrotingswijziging kunnen worden aangepast. Voor de uitgaven die door middel van de interne facturering worden geboekt, moeten trouwens net als voor de andere uitgaven, bevelschriften tot betaling worden opgemaakt.

9. Beroepsopleiding van het personeel (104/123/09).

De deelneming van het personeel aan conferenties, seminaries of congressen met als doel de betrokkenen een betere beroepsopleiding te geven, brengt dikwijls relatief aanzienlijke kosten mee die moeten ingeschreven worden op bovenstaande code. De kosten voortvloeiend uit de deelneming aan de congressen of aan academische zittingen die niet van opvoedkundige aard zijn, worden ingeschreven onder de code 105/123/01 (bijvoorbeeld : jaarlijkse algemene vergadering van de O.M.O.B. of van de Vereniging van Belgische Steden en Gemeenten).

10. Roerende voorheffing op (vaste) beleggingen (124/129/02).

Het betreft de roerende voorheffing op beleggingen van meer dan één jaar (bijvoorbeeld : de roerende voorheffing op de intresten van kasbons op drie jaar of meer of van Staatsfondsen).

11. Specifieke tussenkomst in de wedden door het Ministerie van Binnenlandse Zaken (104/465/04).

Met ingang van 1 januari 1977 werden de randfederaties als opgericht door de wet van 26 juli 1971 houdende organisatie van de agglomeraties en de federaties van gemeenten, afgeschaft door de wet van 30 december 1975 en dit in het kader van de veralgemeende fusieoperatie. De ambtenaren en personeelsleden die een gunstiger

qui bénéficiaient d'une réglementation barémique plus favorable purent la conserver. La différence entre ce traitement et le traitement attaché à la nouvelle fonction a été mise à charge du budget du Ministère de l'Intérieur (article 4, § 3, de l'arrêté royal du 17 août 1978 portant règlement des conséquences de la suppression des fédérations périphériques).

12. La subdivision horizontale des pages du budget telle que mentionnée sous le titre V, 4, de ma circulaire précédente du 13 février 1984, est remplacée par la subdivision suivante :

A. Page de gauche (recettes) :

1re colonne : code budgétaire (numéro d'article).

2e colonne : intitulé des recettes.

3e colonne : droits constatés du compte de l'exercice clôturé (= 1984 pour le budget de 1986).

4e colonne : estimation budgétaire concernant l'article en question et portant sur l'exercice précédant l'année du budget, c'est-à-dire l'exercice qui n'est pas encore clôturé au moment de l'établissement du nouveau budget (1985 s'il s'agit du budget de 1986).

5e colonne : crédit budgétaire adopté par le conseil de l'aide sociale.

6e colonne : crédit budgétaire arrêté par le conseil communal.

7e colonne : crédit budgétaire arrêté par la députation permanente.

B. Page de droite (dépenses) :

1re colonne : code budgétaire (numéro d'article).

2e colonne : intitulé des dépenses.

3e colonne : engagements effectifs de dépenses pour l'exercice clôturé (= 1984 pour le budget de 1986).

4e colonne : estimation budgétaire concernant l'article en question et portant sur l'exercice précédant l'année du budget, c'est-à-dire l'exercice qui n'est pas encore clôturé au moment de l'établissement du nouveau budget (1985 s'il s'agit du budget de 1986).

5e colonne : crédit budgétaire adopté par le conseil de l'aide sociale.

6e colonne : crédit budgétaire arrêté par le conseil communal.

7e colonne : crédit budgétaire arrêté par la députation permanente.

13. Les nouvelles fonctions ci-après nécessitent quelques commentaires :

— F 722 : service de formation d'adultes.

Il s'agit d'un service qui dispense l'enseignement primaire à des émigrés, en collaboration ou non avec l'Office national de l'Emploi.

— F 84492 : service de réinsertion sociale de familles.

L'objectif de ce service est :

— de permettre aux familles les plus défavorisées de rompre le processus de marginalisation et de dépendance qu'elles subissent, en prenant part à des activités et à des animations spécifiques;

— de revaloriser les familles en rupture avec les circuits socio-économiques traditionnels, grâce à la recherche et à la mise en œuvre de méthodes permettant une nouvelle insertion dans la vie sociale et professionnelle.

14. Le budget-modèle tel qu'il a été établi pour l'exercice 1985, reste inchangé pour l'exercice 1986, sauf que les articles suivants y seront insérés :

000/129/01 : précompte mobilier sur les comptes courants.

000/129/02 : précompte mobilier sur les comptes à terme.

000/129/03 : précompte mobilier sur les comptes subsides et emprunts.

Ces articles remplacent les articles 000/129/01 et 000/129/02 qui ont été supprimés.

— Les articles suivants seront insérés dans les fonctions 104, 801, 832, 8341, 8342, 8351, 8352, 8441, 8446, 8447 et 8448 :

— F/111/08 : paiement direct au personnel occupé dans le cadre spécial temporaire (C.S.T.).

— F/415/03 : remboursement O.N.Em. des rémunérations et des cotisations sociales (C.S.T.).

— F/111/09 : paiement direct au personnel occupé dans le troisième circuit de travail (T.C.T.).

wedderegeling hadden, konden deze behouden en het verschil tussen die wedde en de wedde verbonden aan de nieuwe functie, werd ten laste gelegd van de begroting van het Ministerie van Binnenlandse Zaken (artikel 4, § 3, van het koninklijk besluit van 17 augustus 1976 tot regeling van de gevolgen van de afschaffing van de randfederaties).

12. De horizontale indeling van de begrotingspagina als vermeld onder punt V, 4, van mijn vorige omzendbrief van 13 februari 1984, wordt vervangen door volgende indeling :

A. Op de linkerbladzijde (ontvangsten) :

1e kolom : begrotingscode (artikelnummer).

2e kolom : omschrijving van de ontvangsten.

3e kolom : invorderingsrechten van de rekening van het afgesloten dienstjaar (= 1984, indien het de begroting voor 1986 betreft).

4e kolom : begrotingsraming op het betrokken artikel voor het dienstjaar dat voorafgaat aan het jaar waarop de begroting betrekking heeft, dit is het dienstjaar dat op het ogenblik van het opmaken van de nieuwe begroting nog niet is afgesloten (1985 indien het de begroting van 1986 betreft).

5e kolom : begrotingskrediet aangenomen door de raad voor maatschappelijk welzijn.

6e kolom : begrotingskrediet aanvaard door de gemeenteraad.

7e kolom : begrotingskrediet aanvaard door de bestendige deputatie.

B. Op de rechterbladzijde (uitgaven) :

1e kolom : begrotingscode (artikelnummer).

2e kolom : omschrijving van de uitgaven.

3e kolom : aangewende uitgaven van de rekening van het afgesloten dienstjaar (= 1984, indien het de begroting van het dienstjaar 1986 betreft).

4e kolom : begrotingsraming op het betrokken artikel voor het dienstjaar dat voorafgaat aan het jaar waarop de begroting betrekking heeft, dit is het dienstjaar dat op het ogenblik van het opmaken van de nieuwe begroting nog niet is afgesloten (1985 indien het de begroting van 1986 betreft).

5e kolom : begrotingskrediet aangenomen door de raad voor maatschappelijk welzijn.

6e kolom : begrotingskrediet aanvaard door de gemeenteraad.

7e kolom : begrotingskrediet aanvaard door de bestendige deputatie.

13. De volgende nieuwe functies behoeven enige nadere toelichting :

— F 722 : dienst volwassenenvorming.

Het betreft hier een dienst waar, al of niet in samenwerking met de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening, lager onderwijs wordt verstrekt aan migranten.

— F 84492 : dienst voor sociale reïntegratie van gezinnen.

Deze dienst heeft tot doel :

— de minstbegoede gezinnen de kans te geven om het afhankelijkheids- en marginaliseringsproces te doorbreken, door deel te nemen aan specifieke activiteiten en begeleidingstechnieken;

— de gezinnen die buiten het traditioneel sociaal-economisch circuit vallen, hun gevoel van eigenwaarde terug te geven, door methodes te ontwikkelen en op gang te brengen waardoor het hun mogelijk wordt zich opnieuw in het maatschappelijk en beroepsleven in te schakelen.

14. De modelbegroting zoals ze werd vastgesteld voor het dienstjaar 1985, blijft ongewijzigd voor het dienstjaar 1986, met dien verstande dat volgende artikels er worden in opgenomen :

000/129/01 : roerende voorheffing op rekeningen courant.

000/129/02 : roerende voorheffing op termijnrekeningen.

000/129/03 : roerende voorheffing op rekeningen toelagen en leningsgeld.

Deze artikels vervangen de artikels 000/129/01 en 000/129/02, die wegvalen.

— In de functies 104, 801, 832, 8341, 8342, 8351, 8352, 8441, 8446, 8447 en 8448 worden volgende artikels ingelast :

— F/111/08 : rechtstreekse betaling van tewerkgestelden in het Bijzonder Tijdelijk Kader (B.T.K.).

— F/415/03 : terugbetaling R.V.A. van loon en sociale bijdragen (B.T.K.).

— F/111/09 : rechtstreekse betaling van tewerkgestelden in het derde Arbeidscircuit (D.A.C.).

— F/415/04 : remboursement O.N.E.m. des rétributions payées par les utilisateurs (T.C.T.).

Il est à noter que l'intervention des bénéficiaires (T.C.T.) est inscrite à l'article F/161/01.

— 104/123/13 : frais de manifestations en faveur du personnel. Il s'agit de frais occasionnés par des manifestations en faveur du personnel, par exemple agents atteints par la limite d'âge, agents récompensés pour des actes civiques exceptionnels ou gratifiés d'une distinction honorifique.

— 104/465/04 : interventions spécifiques du Ministère de l'Intérieur dans les traitements.

— Dans les fonctions 131, 139, 8341 et 8446 est inséré l'article suivant :

— F/161/06 : intervention dans les frais de repas.

L'article actuel 8342/161/02 doit, dès lors, être adapté dans ce sens.

— 131/485/03 : remboursement des cotisations de pension par l'O.N.S.S.

— 651/129/02 : précompte mobilier sur les locations de chasse.

— 652/129/02 : précompte mobilier sur les locations de pêche.

— Les articles 651/163/01 et 652/163/01 sont supprimés et remplacés par :

651/1631/01 : location de chasse.

651/1632/01 : précompte mobilier payé par les locataires de chasse.

652/1631/01 : location de pêche.

652/1632/01 : précompte mobilier payé par les locataires de pêche.

— 832/161/03 : remboursement de prestations pour compte de tiers au centre du domicile de secours (loi du 2 avril 1965).

— 832/222/11 : participation aux pertes d'une association gérant une maison de repos pour personnes âgées.

— 832/222/18 : participation aux pertes d'une association gérant un service d'aide familiale et senior.

— 832/222/28 : participation aux pertes d'une association gérant un centre de santé mentale.

— 832/334/28 : intervention en faveur des demandeurs de prestations d'un centre de santé mentale.

— 832/334/29 : restitution du trop-perçu aux parents ou à la famille d'accueil.

— Le code 832/415/02 : remboursement de l'intervention de l'Etat dans le paiement du minimex indûment perçu, est remplacé par le code 832/465/01.

— Les articles 8341/1229/01 et 8341/1229/02 sont supprimés et remplacés par :

8341/1229/01 : indemnités et honoraires (personnel soignant).

8341/1229/02 : frais médicaux, paramédicaux et pharmaceutiques sous forme d'honoraires.

— 8341/1249/02 : achat de produits pharmaceutiques.

— 8341/1257/01 : frais de consommation d'énergie à la cuisine.

— 8341/161/07 : intervention dans les frais d'internat.

Cet article doit être considéré comme un contre-article pour le poste 8341/1248/14.

— 8441/111/10 : paiement de personnel occupé avec intervention du Fonds budgétaire interdépartemental.

— 8441/465/05 : intervention du Fonds budgétaire interdépartemental.

— 8442/465/06 : subside de fonctionnement de l'Office national d'Allocations familiales pour travailleurs salariés (O.N.A.F.T.S.).

— 8446/124/10 : frais de transport des repas.

— P73/000/00 — pour d'autres caisses de pension (autres que la C.R.P.C. ou que la propre caisse du C.P.A.S.).

Ce code est à insérer entre le code P72/000/00 et le code P74/000/00.

Vous voudrez bien, Monsieur le Gouverneur, inviter les administrations des centres publics d'aide sociale de votre province à consacrer la plus grande attention au présent commentaire et aux nouveaux articles budgétaires afin que l'élaboration des budgets puisse se dérouler dans les meilleures conditions.

Bruxelles, le 15 juillet 1985.

Le Secrétaire d'Etat à la Santé publique
et à l'Environnement,

F. Aerts

— F/415/04 : terugbetaling R.V.A. van geïnde bijdragen.

Op te merken valt dat de tussenkomst van de begunstigen (D.A.C.) wordt geboekt op het artikel F/161/01.

— 104/123/13 : kosten voor kleine feestelijkheden ten gunste van het personeel. Het betreft kosten ten gevolge van kleine feestelijkheden ten gunste van personeelsleden die bijvoorbeeld de leeftijdsgrenzen hebben bereikt, een beloning ontvingen voor uitzonderlijke daden van burgerzin of een eervolle onderscheiding ontvingen.

— 104/465/04 : specifieke tussenkomst in de wedden door het Ministerie van Binnenlandse Zaken.

— In de functies 131, 139, 8341 en 8446 wordt volgend artikel ingelast :

— F/161/06 : tegemoetkoming in de kosten van maaltijden.

Het reeds bestaande artikel 8342/161/02 moet in deze zin dan ook worden aangepast.

— 131/485/03 : terugbetaling door de R.S.Z. van bijdragen voor pensioenen.

— 651/129/02 : roerende voorheffing op de verpachting van jacht.

— 652/129/02 : roerende voorheffing op de verpachting van visvangst.

— De artikelen 651/163/01 en 652/163/01 vallen weg en worden vervangen door :

651/1631/01 : verpachting van jacht.

651/1632/01 : roerende voorheffing betaald door de pachters van het jachtterrein.

652/1631/01 : verpachting van visvangst.

652/1632/01 : roerende voorheffing betaald door de pachters van de visvangst.

— 832/161/03 : terugbetaling van prestaties voor derden aan het centrum van het onderstandsdomicilie (wet van 2 april 1965).

— 832/222/11 : bijdrage in de exploitatieverliezen van een vereniging voor rustoorden voor bejaarden.

— 832/222/18 : bijdrage in de exploitatieverliezen van een vereniging voor gezins- en bejaardenhulp.

— 832/222/28 : bijdrage in de exploitatieverliezen van een vereniging voor centra voor geestelijke gezondheidszorg.

— 832/334/28 : tussenkomst verzoekers van een centrum voor geestelijke gezondheidszorg.

— 832/334/29 : terugbetaling van hetgeen teveel werd ontvangen aan de ouders of aan het pleeggezin.

— De code 832/415/02 : terugbetaling van de tegemoetkoming van de Staat, wanneer het bestaansminimum onverschuldigd werd betaald, wordt vervangen door de code 832/465/01.

— De artikelen 8341/1229/01 en 8341/1229/02 vallen weg en worden vervangen door :

8341/1229/01 : honoraria en vergoedingen (verzorgend personeel).

8341/1229/02 : medische, paramedische en farmaceutische kosten onder de vorm van honoraria.

— 8341/1249/02 : aankoop van farmaceutische producten.

— 8341/1257/01 : kosten van het energieverbruik in de keuken.

— 8341/161/07 : tegemoetkoming in de internaatkosten.

Dit artikel moet worden gezien als een tegenpost voor het begrotingsartikel 8341/1248/14.

— 8441/111/10 : betaling van tewerkgestelden met tussenkomst van het Interdepartementaal Begrotingsfonds.

— 8441/465/05 : tegemoetkoming van het Interdepartementaal Begrotingsfonds.

— 8442/465/06 : werkingstoelage vanwege de Rijksdienst voor Kinderbijslag voor Werknemers (R.K.W.).

— 8446/124/10 : transportkosten voor de maaltijden.

— P73/000/00 — voor andere pensioenkas (andere dan de gemeentelijke omslagkas of de eigen pensioenkas).

Deze code moet worden ingelast tussen de codes P72/000/00 en P74/000/00.

Het believe U, Mijnheer de Gouverneur, de O.C.M.W.-besturen uit uw provincie uit te nodigen de grootste aandacht te willen besteden aan deze commentaar en de nieuwe begrotingsartikelen, opdat het opstellen van de begrotingen in de beste omstandigheden zou kunnen verlopen.

Brussel, 15 juli 1985.

De Staatssecretaris voor Volksgezondheid
en Leefmilieu,

F. Aerts